



Ils ont marché pour le 23^e mardi

Les étudiants n'iront pas en vacances cet été

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4845 - Mercredi 31 juillet 2019 - Prix : 10 DA

Accidents de la route

Le nombre de morts à nouveau en hausse

Page 24

Sortie de crise

Gaïd Salah valorise les vertus du dialogue



Page 3

Un détail peut-être gros de conséquences

Par Mohamed Habili

Le décès du président tunisien Béji Caïd Essebsi a eu pour premier effet de faire avancer la tenue du premier tour de la présidentielle, initialement prévue pour le 17 novembre, au 15 septembre prochain. Cette décision n'a pas été prise par le président par intérim, Mohamed Ennaceur, mais par l'instance électorale indépendante, sans doute avec l'approbation du comité provisoire en charge du contrôle de la constitutionnalité des projets de loi, eu égard à l'absence de la cour constitutionnelle ; et dans le seul but, semble-t-il, d'éviter la vacance de la présidence de la République. Le point le plus significatif n'est toutefois pas dans cette anticipation, mais dans l'interversion des élections présidentielles et législatives, qui elle peut ne pas être indifférente politiquement parlant. Des législatives précédant la présidentielle ne déterminent nécessairement pas le résultat de celle-ci, mais peut-on en dire autant quand c'est la présidentielle qui vient en premier ? A coup sûr, non. Celui des candidats qui remporte la présidentielle est en droit d'attendre des électeurs qu'ils lui donnent aux législatives qui suivent de près les moyens de remplir correctement son rôle, c'est-à-dire de lui donner une majorité pour gouverner. Autrement, ce serait comme s'ils ne l'ont élu président que pour se retourner aussitôt contre lui, en élisant une majorité d'opposants. En Tunisie, les élections législatives et présidentielles ne sont séparées que d'une vingtaine de jours.

Suite en page 3

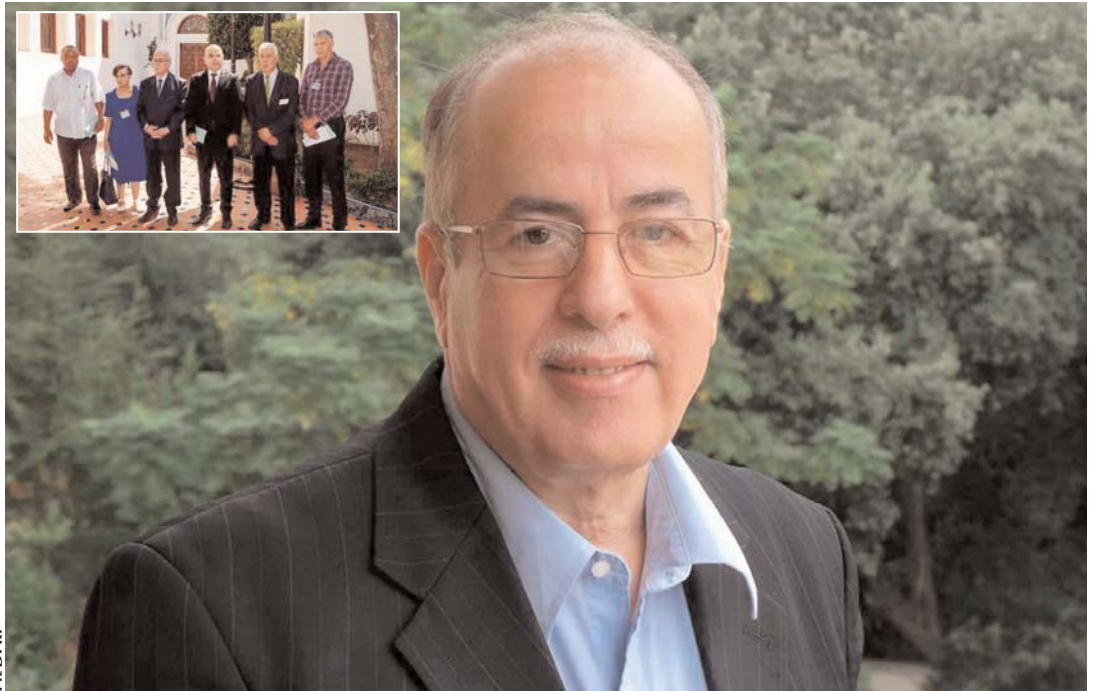
Karim Younès explicite la démarche du panel

«Je ne suis ni le pouvoir, ni son émissaire»

● Entretien au «Jour d'Algérie» : «Dialoguer avec les acteurs politiques nationaux et non avec le pouvoir»



P.V.D. R.



S'il est coutumier sous notre ciel de voir toute initiative de dialogue essayer un tir de barrage de partisans, au mieux d'un statu quo, au pire d'un chaos, ce n'est pas à eux que s'adresse Karim Younès. Lire page 2

Suivi de la saison estivale à Tizi Ouzou

Plusieurs préoccupations posées à la commission interministérielle

Page 4

Journées du Théâtre du Sud à Alger

«Nazif Ed'Dakira» présentée en ouverture

Page 13

Karim Younès explicite la démarche du panel

«Je ne suis ni le pouvoir, ni son émissaire»

■ *S'il est coutumier sous notre ciel de voir toute initiative de dialogue essayer un tir de barrage de partisans, au mieux d'un statu quo, au pire d'un chaos, ce n'est pas à eux que s'adresse Karim Younès.*

Par Nadjib S.

C'est plutôt aux personnes très sincères qui irriguent les marches du vendredi et du mardi de leur exigence de changement, sans demimétre et adoptent une position de refus de ce panel, sur la base de la même exigence. Autrement dit, ce n'est pas face aux nihilistes missionnés ou agissant en service commandé qu'il tient à clarifier sa démarche, mais devant la majorité, celle-là même pour laquelle il s'est jeté dans l'arène, au risque de recevoir en retour tous les noms d'oiseau. A ces attaques contre sa personne, Karim Younès répond sereinement : «Je suis plus soucieux du futur de mon pays que du présent de ma propre image. C'est alors, en mon âme et conscience que je me suis senti obligé... l'obligé de mes compatriotes, l'obligé de nos enfants, adultes en devenir, exclusivement».

Au départ déjà, la composante du panel en soi laisse à redire et en tentant de corriger l'impair par l'invitation des 23 personnalités, il a commis un nouvel impair, en rendant publics les noms des invités avant même qu'ils soient contactés. Le plus tolérant des êtres déclinerait une invite dont il prend connaissance par médias interposés. Mais l'initiateur de ce dialogue devait savoir que cette dynamique allait être semée d'embûches, notamment celles le prenant personnellement pour cible et qui l'amènent, ce faisant, à ne pas se déclarer découragé en affirmant : «Même si je dois encore être victime de mise en accusation, je continuerai à agir de façon équitable en dépit de la manière inique dont certains opèrent car je me veux engagé dans ce processus qui vise à prendre à bras le corps la réalité telle qu'elle est». Evitant de cloîtrer ses explications dans le seul registre individuel, mais insistant sur la démarche collective, il élargit son propos par ces rappels d'intention : «L'homme instruit par l'Histoire sait que la société est transformée par l'opinion, que l'opinion ne se modifiera pas toute seule et qu'un seul individu est impuissant à la changer...».

... Mais il sait que plusieurs hommes opérant ensemble dans le même sens peuvent modifier l'opinion. Cette connaissance lui donne le sentiment de son pouvoir, la conscience de son devoir et la règle de son activité qui est d'aider à la transformation de la société dans le sens qu'il regarde comme le plus avantageux... Par contre, mettre en doute la sincérité, voire considérer comme utopiques ses intentions semble l'irriter au point où il réagit avec vigueur à ce genre d'insinuations en ces termes : «Tenter d'obtenir la libération de jeunes manifestants pour avoir porté le dra-

peau de ses couleurs identitaires est une tare ? De faire arrêter les violences policières sur les manifestants est une hérésie ? Faire sauter les verrous qui empêchent l'accès de la capitale les jours de marches, une faute grave ? D'appeler à l'ouverture des médias aux opinions qui courent dans la société une ineptie ? De porter la voix de millions d'Algériens pour le départ de l'actuel gouvernement, une lubie?» Pour en arriver à ces interrogations, aux allures, sinon de mise en garde, du moins de tir de sonnette d'alarme :

«Que veut-on au juste ? De laisser tous ses leviers de pouvoir au pouvoir que l'on veut



Karim Younès au «Jour d'Algérie» :

«Dialoguer avec les acteurs politiques nationaux et non avec le pouvoir»

Le Jour d'Algérie : Le panel des six, ensuite des sept, a voulu s'élargir en invitant 23 personnalités. Les premières réactions, pour ne pas dire la majorité, vont vers un refus de rejoindre ce dialogue. Le fait que ces personnalités très crédibles déclinent l'invitation n'incite-t-il pas à décourager la poursuite de cette démarche de dialogue ?

Karim Younès : Une liste de 13 membres avait été proposée par les initiateurs du panel d'où ont été choisis 7 qui devaient constituer le premier noyau qui sera nécessairement renforcé pour les besoins de la mission. Le 7^e membre, un jeune hirakiste d'El Harrach, Yassine Amine Khenifer, a rejoint le groupe,

avec un peu de retard. Je suis ravi de constater que le chiffre retenu pour ce premier groupe, coïncide avec l'article 7 de la Constitution.

M. Younès, parmi les conditions que vous avez posées, figure la libération des détenus d'opinion. Cette exigence n'a pas été pour l'heure exaucée. Le délai d'une semaine se rapproche. Maintenez-vous votre autodissolution en cas de non-satisfaction de tous les préalables ?

L'exigence de mesures d'apaisement a été effectivement affirmée par les membres du panel, lors de notre rencontre avec le chef de l'Etat qui avait pris l'engagement de la prendre en charge. Nous attendons la fin

de la semaine, et je n'ai aucune raison de mettre en doute cet engagement du chef de l'Etat.

Le hirak rejette catégoriquement tout dialogue avec le système, position réaffirmée encore dans la marche de mardi. Comment comptez-vous concilier votre démarche dialoguiste d'une part, et de l'autre, ce rejet quasi-unanime de la part de la population et d'une grande partie de la classe politique ?

Pour la suite à donner aux préalables, je préfère attendre la fin de la semaine. Dans le cas où le pouvoir ne donne pas de suite positive, le panel se réunira pour prendre collectivement la décision. Pour ce qui est du dialogue, je rappelle que la mission

abattra ?» Karim Younès terminera sa déclaration par cette profession de foi qui en dit long sur ce qui l'anime en tant que patriote, mais aussi sur sa détermination

«Non, je ne suis pour ma part ni le pouvoir, ni son émissaire. Je suis seulement un citoyen appelé à apporter sa contribution aux côtés des hommes et des femmes de bonne volonté pour faire aboutir la lutte enclenchée de longue date, impulsée par la révolution de février 2019.

Que ceux qui pensent détenir la Vérité, en s'installant dans le confort du censeur fassent mieux. J'applaudirai à leurs succès».

du panel est de dialoguer avec les acteurs politiques nationaux et non avec le pouvoir, ce qui a été confirmé, par la bouche du Président lui-même.

Une dernière question : êtes-vous optimiste quant à la sortie de crise ?

L'optimisme ou le pessimisme vient de l'engagement ou non de l'ensemble de la classe politique, à prendre en charge les revendications du hirak, pour les traduire en projet politique à défendre de façon consensuelle, ou à défaut, par la majorité. Le panel est un cadre opportun, je pense.

Propos recueillis par Nadjib Stambouli

Ils ont marché pour le 23^e mardi

Les étudiants n'iront pas en vacances cet été

Sous un soleil de plomb et en pleine période de vacances, les étudiants restent mobilisés pour réclamer le changement. Il est hors de question pour eux d'abandonner au regard de la situation que vit le pays actuellement. «Pas de vacances cette année! C'est pour la bonne cause», affirment les manifestants.

La mobilisation des étudiants reste importante. A leur 23^e marche, ils affirment qu'il n'est pas question d'abandonner la contestation qui a entamé son 5^e mois, pour prendre des vacances cet été. «Il est hors de question d'abandonner le hirak. Nous continuerons à marcher les mardis et les vendredis. C'est au tour du système de prendre des vacances !» ironise un étudiant. Drapeau national sur leurs épaules, ils nous confient leur détermination à ne pas baisser les bras. «Nous sommes proches du but», affirment-ils avec optimisme. Le nombre d'étudiants observant la marche a certainement baissé depuis quelque temps, comparativement aux semaines précédentes, en raison de la fin de l'année universitaire et la fermeture des résidences universitaires ainsi que le transport. Mais, ils étaient accompagnés et renforcés par des citoyens de tous âges.

Ils se sont donné rendez-vous comme



d'habitude à la place des Martyrs, avant d'entamer une marche vers le centre de la capitale. Ils se sont rassemblés à 10h30 à la place des Martyrs, avant de se diriger vers la place Maurice-Audin en passant par l'avenue Pasteur et le boulevard colonel Amirouche et sortir par la rue Richelieu et terminer à la

place Audin, comme à l'accoutumée. Le dispositif sécuritaire était moins important que les mardis précédents. Le tunnel des Facultés menant à la place Audin était ouvert à la circulation, a-t-on constaté. Aussi, la police a bloqué les accès menant vers l'Assemblée populaire nationale, le siège de la wilaya et le tribunal de Sidi M'hamed. Les mots d'ordre de la manifestation des étudiants : «pas de dialogue avec la bande», «Algérie libre et démocratique», «Une presse libre, une justice indépendante» et «Libérez nos frères, détenus d'opinion», étaient présents en force. Ils ont également scandé le slogan phare du «Hirak» : «Yetnahaw ga3» «Dégagez tous !». Aussi, les étudiants ont entonné l'hymne national à l'entame de la marche et à sa fin. Les manifestants qui ont accompagné les étudiants hissaient des banderoles appelant au départ de tous les symboles du système et scandaient des slogans à l'instar de : «Jazaïr Horra démocratia» (Algérie libre et démocratique), «Pouvoir au peuple». Ainsi, la marche des étudiants s'est déroulée sans aucun dépassement jusqu'au dispersement des étudiants. Comme à Alger, les étudiants sont sortis dans plusieurs wilayas pour réclamer le changement.

Louiza Ait Ramdane

Sortie de crise

Gaïd Salah valorise les vertus du dialogue

■ Le général de corps d'Armée, chef d'état-major Ahmed Gaïd Salah, dans son allocution prononcée hier lors de la cérémonie donnée en l'honneur des meilleurs lauréats des Cadets de la nation au Baccalauréat et au BEM, tout en valorisant «les étapes franchies sur la voie du dialogue national», aborde les préalables soumis par les personnalités nationales comme conditions au dialogue et s'engage «à mettre à disposition (du dialogue) les moyens nécessaires pour l'accompagner» et à «réunir les conditions idoines pour la tenue des présidentielles dans les plus brefs délais».

Par Lynda Naili

«**N**ous valorisons, au sein de l'Armée nationale populaire, les étapes franchies sur la voie du dialogue national, notamment après l'audience accordée par le chef de l'Etat à un groupe de personnalités nationales, qui se chargera de la conduite de ce dialogue, s'engageant à mettre à disposition les moyens nécessaires pour l'accompagner dans cette noble démarche et réunir les conditions idoines pour la tenue des présidentielles dans les plus brefs délais», a ainsi affirmé le chef d'état-major de l'ANP.

A ce titre, Ahmed Gaïd Salah estimera qu'«il n'est plus question de perdre davantage de temps, car les élections constituent le point essentiel autour duquel doit s'axer le dialogue». Lequel dialogue poursuivra-t-il que «nous saluons et espérons qu'il sera couronné de succès et de réussite, loin de la méthode imposant des préalables allant jusqu'aux diktats». «De telles méthodes et thèses» dira-t-il, «sont catégoriquement rejetées car l'Algérie a besoin aujourd'hui de ceux qui se sacrifient pour elle et qui élèvent l'intérêt suprême de la patrie au-dessus de toute considération, de ceux qui font preuve d'intégrité, de sagesse, de sérénité et de clairvoyance, ceux qui haussent le niveau du débat et s'élèvent au-dessus des questions secondaires et s'écartent de la surenchère, car il s'agit de l'avenir du peuple et du destin de la nation».

Aussi, soulignera-t-il, «il m'appartient, dans ce contexte, de mettre en exergue certaines de ces idées empoisonnées que véhicule la bande et qu'adoptent certains porte-voix qui orbitent autour d'elle, notamment l'appel à l'élargissement des détenus, qualifiés à tort comme des prisonniers d'opinion, en guise de dispositions d'apaisement selon eux». Aussi, poursuivra-t-il, «je



rappelle encore une fois que seule la justice est souveraine de la décision, conformément à la loi». Quant aux «individus qui se sont pris aux symboles et aux institutions de l'Etat et ont porté outrage à l'emblème national», Gaïd Salah répondra qu'«il n'est permis à quiconque d'interférer» dans le «travail» de la justice «et ses prérogatives ou tenter d'influer sur ses décisions». Et de rappeler à ce propos, les encouragements de l'ANP à la justice, l'appelant ainsi «à poursuivre sa démarche patriotique dévouée avec la même détermination et la même résolution, loin des contraintes et pressions qui donnent à la bande et à ses relais, une occasion pour échapper à la sanction et revenir pour semer l'anarchie et impacter sur le cours des événements». «En effet, les institutions de l'Etat et l'appareil de justice ont démasqué les intentions pernicieuses de la bande et se sont mobilisés, plus que jamais, afin de faire réussir l'opération de lutte contre la corruption, atteindre son objectif, relever le défi de traiter les dossiers de corruption pré-

sentés auprès de la justice et juger ceux qui y sont impliqués, avec rigueur, impartialité et sérénité, notamment après que le Haut Commandement de l'Armée nationale populaire s'est engagé à fournir les garanties suffisantes pour accompagner les mesures qu'a prises et que prend encore la justice dans ce domaine», ajoutera le chef d'état-major. Par ailleurs, concernant l'appel à l'attribution des mesures sécuritaires entreprises au niveau des entrées de la capitale et des grandes villes, qualifiant cet appel de «suspect et illogique», Gaïd Salah indiquera que «ces mesures préventives prises par les services de sécurité pour la sécurisation des marches, sont des mesures prises pour l'intérêt du peuple et non le contraire» en vue d'«organiser et d'encadrer les marches afin d'éviter qu'elles soient infiltrées». «Aussi, il est inconcevable de remettre en cause les intentions et les efforts des services de sécurité et il est totalement contraire à l'éthique de déformer les réalités et fabriquer des mensonges, dans le but de donner un souffle nouveau aux personnes malintentionnées qui s'attellent à attiser la situation et faire perdurer la crise», soutiendra-t-il.

D'autre part, soulignant, «encore une fois que les institutions de l'Etat sont une ligne rouge qui n'admet ni tractation, ni préalables ou encore des diktats illégaux, de quelque partie que ce soit et continueront à accomplir leurs missions, jusqu'à l'élection du nouveau président de la République, qui jouira de toutes les prérogatives pour entamer les réformes nécessaires», le général de corps d'Armée déplorera que «malgré la satisfaction de la majorité des revendications populaires sur le terrain, nous constatons l'élévation de cer-

taines voix pour tenter de nuire à la crédibilité et la performance des institutions de l'Etat, à travers des rumeurs qui visent à tromper l'opinion publique et à compromettre les efforts des responsables intègres et dévoués». «Nous, en tant que Haut Commandement de l'Armée nationale populaire, nous suivons de près et n'avons enregistré aucune anomalie dans la performance de ces responsables patriotiques dans le fonctionnement de ces institutions», enchaînera-t-il. «Bien au contraire, assurera le chef d'état-major de l'ANP, ils ont pu réaliser durant cette courte période ce qui n'a pu être réalisé pendant des années. Les réalisations dans tous les domaines sont multiples et ne peuvent être niées que par un ingrat ou un conspirateur qui agit sur instruction et tend à exécuter des agendas suspects. Le peuple est plus que jamais conscient et ne peut plus être induit en erreur ou entraîné dans des impasses jonchées de périls». Enfin, Ahmed Gaïd Salah réitérant sa conviction que «la voie du salut est celle du dialogue intègre, basé sur de bonnes intentions dévouées, qui permettront à notre pays de transcender les difficultés, frayer sa voie vers le progrès et la prospérité et poser les jalons de son avenir prometteur», mettra en garde «ces porte-voix qui ne cessent d'appeler à s'éloigner de la Constitution, pour tomber dans l'écueil du vide constitutionnel qui constitue une porte directe s'ouvrant sur l'anarchie et l'inconnu». Ceci avant d'assurer encore une fois que «le Haut Commandement de l'Armée nationale populaire n'a aucune ambition politique, sauf être au service de la nation et de ses intérêts suprêmes». L. N.

LA QUESTION DU JOUR

Un détail peut-être gros de conséquences

Suite de la page une

Comme il n'y a aucune raison de penser que les électeurs vont se contredire d'une échéance à l'autre, la personne et le parti qui remporteront la présidentielle seront par là même assurés de remporter les législatives. La décision prise d'avancer la présidentielle n'est peut-être pas aussi innocente qu'il y paraît. Elle n'a été prise ni par le gouvernement ni par l'Assemblée, mais par une instance électorale. Si la cour constitutionnelle était en place, c'aurait été à elle d'en décider. Mais la classe politique tunisienne, pourtant réputée pour privilégier l'intérêt commun, n'est pas parvenue à un accord sur sa composition tout au long des cinq dernières années. Il serait extraordinaire qu'elle y parvienne d'ici le début octobre. Ce qu'on a appelé l'exception tunisienne repose en réalité sur un pacte passé en 2013 entre le défunt président et le chef d'Ennahda, Rached Ghannouchi. C'est-à-dire sur une cohabitation entre le courant détenteur du pouvoir depuis l'indépendance du pays et le courant islamiste. Le partage a eu cette traduction concrète : au premier la tête de l'exécutif, au second l'essentiel du pouvoir législatif. Ennahda a été d'autant plus encline à délaissier les postes les plus exposés, que sont celui de chef d'Etat et de chef de gouvernement, qu'elle a vu ce qui était arrivé aux Frères musulmans égyptiens, qui grisés par la «révolution» avaient commis l'erreur de porter l'un d'eux au sommet de l'Etat. Sans la leçon égyptienne, il n'y aurait peut-être eu ni de «pacte de Bristol» ni d'«exception tunisienne». Avec un calendrier électoral inverse de celui qui était prévu avant la disparition de Caid Essebsi, le risque n'est pas négligeable que le consensus fondateur vole en éclats, indépendamment de la volonté des hommes. Ce n'est pas qu'Ennahda veuille briguer la présidence de la République, et par là même tenter le diable. Mais parce que le courant opposé, incarné à la fois par Tahya Tounes de Youssef Chahed le chef du gouvernement, et par ce qui reste de Nidaa Tounes, va selon toute vraisemblance remporter la présidentielle, en raison notamment de la politique d'autolimitation d'Ennahda. Le plus probable aussi est que son candidat sera Youssef Chahed, malgré l'opposition de Ghannouchi. Or si ce courant remportait la présidentielle, l'hypothèse d'ailleurs la plus forte, quel besoin aurait-il d'un compromis avec les islamistes, assuré qu'il serait alors d'une victoire complémentaire aux législatives ?

M. H.

Ecole des cadets de la nation/Blida

400 candidates au concours d'entrée

PRES de 400 lauréates du cycle moyen qui ont décroché le Brevet d'enseignement moyen (BEM) avec de très bonnes moyennes, ont participé mardi, au concours d'entrée à l'école des Cadets de la nation «chahid Zemit Hamoud» relevant de la Première Région militaire de Blida. Les candidates accompagnées par leurs parents se sont présentées très tôt ce matin devant cette école, pour passer le concours d'admission au cycle secondaire, destiné exclusivement aux filles cette année, et qui s'est ouvert ce mardi, avec l'espoir de le décrocher pour pouvoir suivre une formation au niveau de cette institution de formation militaire. La première journée de ce concours qui s'étalera sur trois jours, a été réservée aux consultations médicales pour vérifier l'état de santé des candidates et s'assurer de leur aptitude à suivre une formation au niveau de l'école des cadets de la nation. Elles ont subi, entre autres, des examens en cardiologie, ophtalmologie, dentaires, avant de suivre un test d'aptitude physique. K. L.

Suivi de la saison estivale à Tizi Ouzou

Plusieurs préoccupations posées à la commission interministérielle

■ La commission interministérielle chargée du suivi de la saison estivale a effectué, dimanche et lundi, une visite d'inspection dans les dairas de Tizirt et Azeffoun, à l'effet de s'enquérir des conditions d'accueil des estivants dans ces localités.

Par Hamid Messir

Les services de la wilaya ont indiqué, hier, dans un communiqué, que «lors de cette visite, les membres de la commission se sont entretenus avec les directeurs des secteurs, les autorités locales et les services de sécurité concernant les moyens mobilisés pour assurer les meilleures conditions aux estivants et le programme d'animation tracé durant cette période». Les membres de la commission se sont entretenus avec des citoyens pour prendre connaissance de leurs doléances et écouter leurs remarques et autres suggestions.

Plusieurs préoccupations ont été portées à la connaissance de la commission dont le manque de moyens dont souffrent les surveillants de baignade de la Protection civile ou encore la dérisoire prime mensuelle octroyée aux surveillants saisonniers ne dépassant pas les 16 000 dinars faisant que la demande de recrutement ne trouve pas beaucoup de preneurs et rend la surveillance de la baignade sur certaines grandes plages difficile. A noter que les membres de cette commission devaient se réunir hier au cabinet de la wilaya afin d'établir un rapport sur cette visite, qui sera transmis aux différents départements concernés. Contacté par le «*Journal d'Algérie*», le président de l'Assemblée populaire communale



d'Azeffoune, Hacene Ouali, nous a indiqué que la visite de cette commission a été mise à profit pour soulever quelques obstacles et assurer une meilleure prise en charge des estivants durant leur séjour dans sa ville. Il a sollicité les membres de la commission afin d'intervenir au niveau central pour la levée du gel qui frappe le recrutement des agents au profit des collectivités locales, citant le problème de prise en charge de l'entretien et de nettoyage des plages dont

l'effectif mobilisé est réduit. Le maire d'Azeffoune a également posé, par la même occasion, le problème de gestion de l'alimentation en eau potable en dépit du renforcement du volume affecté pour sa commune par la mise en service d'une nouvelle conduite de transfert des eaux du barrage de Taksebt exclusivement pour Azeffoun et Akkerou depuis plus d'une semaine. Pour notre interlocuteur, le problème est lié à la gestion de la distribution de cette ressource, citant le cas d'un

quartier de la ville d'Azeffoune resté sans eau pendant une vingtaine de jours. Néanmoins, il a relevé une nette amélioration dans l'alimentation de la commune d'Azeffoune, dont la zone urbaine reçoit de l'eau un jour sur deux et rurale au moins une fois par semaine.

Selon lui, les besoins de sa commune afin d'améliorer les conditions d'accueil des estivants ont déjà été exprimés par le biais des fiches techniques, sans manquer de souhaiter rece-

voir des subventions des caisses de la wilaya afin de prendre en charge certaines opérations ne nécessitant pas de gros budgets. Interrogé sur l'affluence des estivants, notre interlocuteur nous explique que la région tend à accueillir les estivants qui sont de plus en plus nombreux à y séjourner depuis une dizaine de jours, avant de souligner que sa ville s'est préparée à les accueillir dans de meilleures conditions.

H. M.

Salah Sahabi-Abed, directeur du Centre climatologique national

Les fortes chaleurs «augmentent le niveau du stress physiologique»

Les fortes chaleurs qui affectent l'Algérie en été ces dernières années sont susceptibles d'avoir des effets sur les personnes, avec l'augmentation du stress de chaleur humain, ainsi que sur son environnement, a indiqué le directeur du Centre climatologique national (CCN). Compte tenu de l'évolution du climat, le stress de chaleur fort et extrême a augmenté en Algérie, a indiqué Salah Sahabi-Abed à l'APS, soulignant que cette tendance pourrait entraîner des effets sociaux, économiques et environnementaux sur le pays, et un impact sur le confort humain. Il a précisé, à titre d'exemple, que l'élévation de la température la nuit «augmentera fortement» ce qu'on appelle la température physiologique équivalente (PET) du corps humain, sachant que le corps humain est sensé profiter la nuit pour se rafraîchir afin d'équilibrer le processus de thermorégulation. Le PET est utilisé, généralement, en bioclimatologie pour évaluer la température ressentie par le corps et le stress de chaleur humain, a

expliqué l'expert. Ainsi, le niveau du stress physiologique «fait référence à tout changement dans la relation entre le corps humain et son environnement. S'il n'est pas compensé par le processus de thermorégulation, il résulterait en hyper ou hypothermie», a-t-il indiqué. Sur la base d'une étude qu'il a menée dans ce cadre, M. Sahabi-Abed a relevé qu'en plus de l'expansion urbaine rapide, les conditions climatiques chaudes extrêmes prévues vont devenir des «facteurs de complication pour les zones côtières algériennes fragiles, particulièrement en été», ce qui entraînerait des «effets sociaux, économiques et environnementaux». En appliquant notamment la variabilité saisonnière de PET des cinq grandes villes représentant les différentes conditions climatiques et géographiques de l'Algérie (région côtière, les Hauts-Plateaux et le Grand Sahara), il a précisé que le PET «sert à mettre l'accent sur l'impact du climat sur le stress de chaleur humain sous différents régimes saisonniers et

régionaux». Il a souligné, à cet égard, l'importance de cette étude dans la mesure où «elle concerne pour la première fois les conditions bioclimatiques sur l'Algérie», relevant, à ce propos, que l'application du PET constitue «une nouvelle approche pour évaluer les conditions bioclimatiques en Algérie, comme elle peut servir aux secteurs du tourisme et de la santé en particulier». L'usage du PET «figure dans les nouvelles méthodologies introduites à l'échelle internationale dans le domaine du tourisme à travers le schéma d'informations du tourisme climatique (CTIS) permettant une comparaison entre les résultats obtenus à travers cette étude sur l'Algérie avec d'autres pays», a expliqué M. Sahabi-Abed. Compte tenu de l'évolution du climat, l'étude «montre, comme nouveauté, une augmentation de jours avec le stress de chaleur fort et extrême dans les trois dernières décennies et examine les risques et les avantages pour le tourisme en Algérie», a-t-il fait observer, mettant en évidence le fait que

l'Algérie compte différentes conditions climatiques régionales «non seulement à l'échelle annuelle, mais aussi sur une échelle temporelle saisonnière». Cette étude, qui a porté sur les villes d'Alger, Oran, Constantine, Tamanrasset et Béchar, devrait s'étendre aux autres sites peuplés ou potentiellement touristiques de l'Algérie, du fait qu'elle pourrait «soutenir la promotion des activités récréatives et touristiques et aider les décideurs, les planificateurs et les autres intervenants dans différents secteurs, en particulier du tourisme et la santé». Selon l'étude, «la saison d'hiver présente les conditions les plus favorables pour les régions sahariennes avec seulement un climat peu chaud», alors que «les saisons intermédiaires donnent un avantage concurrentiel pour les deux villes du Nord (Oran, Alger) et dans une moindre mesure la zone intérieure (Constantine)». «Compte tenu de la perception thermique et aussi du stress physiologique de l'organisme humain, la saison estivale est aussi la plus difficile,

en particulier dans le désert, bien que pas aussi rigoureux, à l'intérieur du pays», relève-t-elle. Ainsi, «cette situation inconfortable pendant la saison d'été est moins prononcée dans la zone littorale méditerranéenne du pays, en particulier près des côtes, ce qui explique le tourisme interne intensive vers ces régions au cours de la saison estivale». Pour l'Algérie, «le signal du changement climatique est maintenant apparu», a souligné l'expert, ajoutant que «l'ampleur, la durée et la fréquence des événements extrêmes de chaleur enregistrée dans les cinq villes confirme la situation constatée pour le sud de l'Europe, à l'instar de l'Italie». M. Sahabi-Abed a soutenu que cette étude et son extension à d'autres villes algériennes «peuvent aider à atténuer les risques liés au changement climatique», estimant que «la dimension climatique devrait bénéficier d'une priorité dans le développement de toute activité future socio-économique pour l'Algérie».

Samah Y.

Pétrole

Les prix en progression en attendant la Fed

■ Le pétrole continuait de progresser hier, aidé par les attentes d'assouplissement monétaire dans un contexte de tensions au Moyen-Orient. Vers 09h00 GMT, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en septembre gagnait 0,86% à 64,26 dollars.

Par Salem K.

A New York, le baril américain de WTI pour livraison à la même échéance valait 57,30 dollars, 0,76% de plus qu'à la clôture lundi. «La crise prolongée au Moyen-Orient et les attentes du marché sur les banques centrales ont soutenu les prix du pétrole hier et ce matin», a résumé Tamas Varga, analyste pour PVM. Lundi, le chef de la diplomatie britannique Dominic Raab a exclu un échange entre le pétrolier britannique saisi par l'Iran dans le détroit d'Ormuz et le tanker iranien arraisonné par les Britanniques au large de Gibraltar. De plus, Londres a envoyé un deuxième vaisseau de guerre dans le Golfe pour assurer «la sécurité» des navires britanniques. Le pétrole a également été porté par la réunion de la Réserve fédérale américaine qui a démarré hier pour se conclure aujourd'hui. Une baisse des taux d'intérêt de 25 points de base est très largement attendue par le marché. «Une réduction des coûts d'emprunt de la banque centrale américaine devrait améliorer la liquidité du marché et amortir le



ralentissement de la croissance économique mondiale», a souligné Benjamin Lu, analyste pour Phillip Futures. Plus la croissance mondiale est forte et plus la

demande d'or noir est importante, ce qui se traduit par une hausse des prix du pétrole. «Un autre facteur de soutien des prix a été la reprise des négociations

commerciales entre les Etats-Unis et la Chine», a conclu M. Varga. Négociateurs chinois et américains devaient se retrouver hier à Shanghai. Ces discus-

sions seront les premières en face-à-face depuis l'échec brutal des négociations en mai, lorsque Donald Trump avait accusé Pékin d'avoir manqué à ses engagements. Si les deux pays parviennent à un accord, ce qui est encore loin d'être gagné d'après les analystes, cela serait également bénéfique pour la croissance mondiale, et donc pour les prix du pétrole.

S. K./APS

France La consommation des ménages en biens a reculé de 0,1%

LES DÉPENSES de consommation des ménages français en biens ont reculé de 0,1% en juin, après avoir augmenté de 0,3% en mai, en raison principalement d'une forte baisse des achats alimentaires, a annoncé hier l'Insee dans un communiqué. Sur l'ensemble du deuxième trimestre, la consommation de biens est restée atone (0%), selon des chiffres publiés un peu plus tôt par l'institut de statistiques. En incluant les achats de service, la consommation a augmenté de 0,2%, contre +0,4% au premier trimestre. Selon l'Insee, le recul de la consommation en juin est dû principalement à la baisse des achats alimentaires: ces derniers ont chuté de 1,1%, alors qu'ils avaient augmenté de 0,2% entre janvier et mars. «Cette baisse porte sur la consommation de biens directement issus de l'agriculture (fruits et légumes frais) mais aussi sur les achats d'aliments transformés de l'industrie agroalimentaire», détaille l'Insee. Les achats de biens fabriqués ont quant à eux de nouveau augmenté (+0,7% après +0,5% en mai), soutenus notamment par les achats de biens durables (+0,8% après +0,4%). D'après l'organisme public, les ventes de matériels de transport ont ainsi progressé de 2,5% et les achats d'habillement-textile de 0,7%. La consommation en biens d'équipement du logement, à l'inverse, a reculé de 1,6%. Les dépenses d'énergie, enfin, n'ont que légèrement augmenté (+0,2%), la hausse des dépenses en carburants (+2,9%) ayant été partiellement compensée par la diminution de la consommation de gaz et d'électricité (-2,1%). Les chiffres de la consommation sont une donnée importante pour la croissance française, traditionnellement stimulée par les achats des ménages. **R. E.**

Changes

L'euro stable face au dollar

L'euro était stable face au dollar hier, à la veille d'une décision très attendue de la Réserve fédérale américaine (Fed) aux Etats-Unis. Hier matin, la devise européenne se stabilisait face au billet vert, à 1,1144 dollar. Jerome Powell, président de la Fed, doit s'exprimer aujourd'hui lors d'une conférence de presse. Les analystes s'attendent à ce que la Fed décide d'une baisse de ses taux d'intérêt de 25 points de base à l'issue de sa réunion qui démarre ce mardi. Une telle annonce ne

devrait toutefois pas trop avoir de conséquences sur les cours du billet vert, a expliqué Konstantinos Anthis, analyste «étant donné les mouvements du dollar ce mois-ci, nous pensons qu'une telle décision de la Fed a déjà été intégrée dans les cours». En conséquence, l'attention des acteurs du marché se tournera plutôt «sur le "dot plot" et la conférence de Jerome Powell pour déceler de nouveaux indices» quant à de possibles autres baisses des taux par la Fed, selon Lukman

Otunuga, analyste Le «dot plot» est un graphique illustrant les futures attentes de chacun des membres du Comité de politique monétaire sur l'évolution des taux. «En théorie, l'économie américaine n'a pas besoin d'une politique monétaire plus accommodante, mais la Fed devrait souligner que le conflit commercial entre la Chine et les Etats-Unis, ainsi que la demande mondiale qui ralentit, justifient une baisse de 25 points de base», a expliqué Ipek Ozkardeska, analyste. Même si les négocia-

teurs chinois et américains devaient se retrouver hier à Shanghai pour la première fois depuis l'échec brutal des négociations en mai, les analystes estiment qu'un accord entre les deux pays est loin d'être gagné. Par ailleurs, la livre britannique continuait de s'enfoncer, pénalisée par les craintes d'un Brexit sans accord. Elle est ainsi tombée à un plus bas depuis mars 2017 face au dollar et depuis septembre 2017 face à l'euro, à 1,2119 dollar et 91,87 pence pour un euro. **Mahi O.**

Japon

La production industrielle chute, le chômage recule encore en juin

L'a production industrielle au Japon, indicateur mensuel extrêmement volatil, a nettement chuté en juin, selon les chiffres préliminaires annoncés hier, tandis que le taux de chômage a continué de refluer. Le mois dernier, la production des usines de l'archipel a dévissé de 3,6% par rapport à son niveau de mai, en grande partie en raison d'une fabrication amoindrie dans les secteurs de l'automobile, des équipements électroniques ou encore des machines industrielles. Le ministère de l'Industrie affinera ses statistiques au milieu du mois prochain. Le gouvernement ne donne aucune explication sur les raisons précises de ce reflux, mais parmi les secteurs concernés se trouvent ceux qui, indirectement, sont le plus touchés par la querelle commerciale sino-américaine. Quand Washington durcit les conditions d'importation sur son sol de produits fabriqués en Chine, les industriels chinois commandent moins de composants et équipements aux entreprises japonaises, notamment celles qui fournissent des semi-conducteurs ou des outils d'assemblage (bras robotisés, presse, etc.) et de contrôle. Les pourparlers à haut niveau entre les deux premières puissances mondiales doivent reprendre cette semaine à Pékin, mais nul ne s'attend à une résolution immédiate du conflit qui dure désormais depuis plus d'un an et a des répercussions visibles sur les résultats des entreprises japonaises. Les firmes nippones

sont néanmoins très flexibles et ajustent au mois le mois leurs sorties d'usine et stocks en fonction de la demande réelle, d'où la volatilité extrême des indicateurs. Les stocks ont augmenté de 0,3% en juin et les livraisons ont décliné de 3,3%. Les entrepreneurs, interrogés par le ministère, escomptent un rebond de 2,7% de la production pour juillet et une hausse modérée de 0,8% en août, des données à prendre cependant avec une grande prudence car la réalité tend à être très souvent différente de la perception qu'en avaient les industriels a priori. Le taux de chômage est de son côté tombé à 2,3% de la population active (-0,1 point), une évolution qui souligne une fois de plus une pénurie de main-d'œuvre affectant

plusieurs secteurs, dont ceux du petit commerce, de la construction ou des soins aux enfants et personnes âgées. Il s'agit du taux intégral, c'est-à-dire ne tenant pas compte des personnes qui ont travaillé le mois considéré. En juin, le taux de chômage des femmes a diminué de 0,2 point à 2,0% tandis que celui des hommes a progressé de 0,1 point à 2,6%. Pour la première fois depuis que ces statistiques mensuelles existent, plus de 30 millions de femmes exercent une activité (et 650 000 cherchent un emploi), a précisé le ministère. Le nombre d'hommes au travail est quant à lui de 37,4 millions (sans compter les 970 000 étant en quête de poste). **F. Y./Agences**

Ain Defla/ Electricité

Hausse de la consommation durant la période allant de la mi-juin à la fin juillet

■ La consommation d'électricité durant la période allant de la mi-juin à la fin juillet 2019 a été de 98 GW heure, en hausse par rapport à la même période de l'année dernière (77 GW heure), a indiqué à Miliana (Ain Defla) le directeur de l'antenne locale de la Société de distribution de l'électricité et du gaz de l'Ouest (SDO).

Par Nassima A.

« **C**es chiffres ciblant la période comprise entre le 15 juin et le 25 juillet attestent

Ouargla Réattribution de près de 2 000 ha de terres agricoles récupérées

PRÈS de 2 000 hectares (ha) de terres agricoles récupérées ont été réattribuées depuis la fin de l'année dernière dans la wilaya de Ouargla, a-t-on appris lundi de la direction locale des services agricoles (DSA). Récupérées dans le cadre de l'opération d'assainissement du foncier agricole, ces terres ont été réaffectées au niveau des dairas de Hassi-Messaoud et N'goussa à de nouveaux investisseurs qui se sont engagés à se conformer aux conditions prévues dans le cahier des charges et aux nouvelles mesures afférentes à la propriété foncière dans le cadre de l'investissement agricole, a précisé le DSA, Salim Benzouai. Les nouveaux bénéficiaires de ces terres agricoles se sont aussitôt attelés à concrétiser leurs projets versés notamment dans la céréali-culture, en procédant à la réalisation d'une série de travaux, dont la clôture de leurs superficies et la réalisation de forages agricoles, a-t-il fait savoir. L'opération de réattribution du foncier agricole récupéré s'effectue de manière lente, mais étudiée et constante, à travers la wilaya de Ouargla en vue d'éviter les erreurs commises par le passé et ayant ouvert une voie à des investisseurs n'ayant pas la volonté nécessaire pour la concrétisation de leurs projets, a expliqué le DSA. La première opération d'assainissement du foncier agricole, entamée en 2015, a permis la récupération de plus de 133 000 ha, alors que la seconde, lancée en mars dernier, a ciblé jusqu'ici 320 investisseurs agricoles dans les communes de Rouissat, Hassi-Messaoud, El-Hedjira, El-Elia, N'goussa, Ain El-Beida et Hassi Benabdallah. L'opération de contrôle et d'inspection a laissé apparaître que 42 investisseurs seulement ont véritablement entamé leurs activités, alors que les 278 autres qui tardent à lancer leurs projets se sont vu adresser des mises en demeure avant la prise de procédures réglementaires à leur encontre, a fait savoir le même responsable. **R. R.**

d'une augmentation de 23 % de la consommation d'électricité par rapport à l'année dernière», a précisé Kalakhi Slimane au cours d'un point de presse tenu en marge des portes ouvertes organisées à l'occasion de la célébration du 50^e anniversaire de la création du Groupe Sonelgaz abritée par l'agence commerciale de Miliana. «Il est clair que pour chaque degré au-dessus des températures normales de saison, une tendance haussière de la consommation de l'électricité est enregistrée», a observé M. Kalakhi, signalant que les incendies qui se sont déclarés ça et là à travers nombre de forêts du pays ont contribué à exacerber la chaleur, incitant à un recours «prolongé» des climatiseurs et autres ventilateurs. Faisant remarquer que les fortes chaleurs n'ont pas eu d'incidences sur le réseau MT et HT de Sonelgaz, le directeur de l'antenne de la SDO de Ain Defla a soutenu que la wilaya n'a pas connu de perturbations dans la



distribution et le transport de l'électricité. «De brèves coupures de courant se sont bien évidemment produites mais elles ont vite été prises en charge par nos agents», a-t-il assuré. Il a toutefois invité les citoyens à utiliser cette source d'énergie «à bon escient», observant que des gestes d'apparences anodines «éteindre les appareils en veille, limiter l'envoi d'emails avec des pièces jointes trop lourdes ou

déconnecter son téléphone de son chargeur lorsqu'il est totalement chargé» doivent «impérativement» être exécutés. M. Kalakhi a, par ailleurs, mis en exergue les efforts déployés par sa direction en vue de moderniser les prestations par l'introduction de technologies nouvelles. «La facture de consommation peut être envoyée aux clients par message, ces derniers pouvant s'en acquitter par internet», a-t-il

dit en guise d'illustration, observant que la relève des clients «moyenne tension» se fait désormais à distance. Une exposition montrant les appareils et les équipements utilisés par Sonelgaz ainsi que les précautions de sécurité en vigueur a marqué la première journée de ses portes ouvertes qui s'étaleront jusqu'au 31 du mois en cours.

N. A.

Bouira

1.3 milliard de dinars pour renforcer l'alimentation en eau potable

Une enveloppe financière de l'ordre de 1.3 milliard de dinars a été allouée à la réalisation prochaine de 38 projets pour renforcer et améliorer le réseau de l'alimentation en eau potable dans plusieurs communes et villages de la wilaya de Bouira, a indiqué le directeur de l'Algérienne des eaux (ADE), Remdane Haouchène. Selon les détails fournis par le même responsable, la direction des ressources en eau (DRE) de la wilaya compte réaliser prochainement 62 projets, dont 38 concernant le renforcement et l'amélioration du réseau de l'alimentation en eau potable dans plusieurs communes et villages. Dans un rapport présenté récemment lors d'un conseil de wilaya présidé par le wali Mustapha Limani, la DRE avait précisé que ces projets et opérations toucheront des localités et villages relevant des communes de Ain Lahdjar, Ain Bessam, Bouderbala, Zbarbar, Maâlla, Guerrouma, Lakhdaria, Ridane, Dirah, Dechmia (Ouest), Sour El

Ghozlane, El Hachimia (Sud), Saharidj, Chorfa, Ahnif, M'Cheddallah, El Adjiba, Ahl Lakrar (Est de Bouira). «Les communes d'Aomar, Kadiriya, El Mokrani, Souk Lakhmis, Raouroua, Bir Ghalou Hadjira Zarga, Taguedit, Mesdour, Bordj Okhris, Taghzout, Ath Laâziz, Haizer et Bouira sont aussi concernées par ces opérations lancées durant ce premier semestre 2019», a encore précisé la direction du secteur dans son rapport. Ces projets portent notamment sur des travaux de réhabilitation de réseaux de l'alimentation en eau potable (AEP) et des stations de pompage, ainsi que sur la réalisation de conduites de refoulement, dont la majorité des cahiers des charges établis ont été remis à la direction de l'administration locale (DAL). «Cette enveloppe de 1.3 milliards de dinars a été allouée sur le budget de la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales (CSGCL)», a encore précisé le directeur de l'ADE de Bouira. Sur les 45 com-

munes que compte la wilaya de Bouira, 43 municipalités sont alimentées et raccordées aux systèmes des grands transferts des deux barrages de Koudiet Acerdoune et de Tiledit. «La situation s'est beaucoup améliorée par rapport aux années précédentes», a souligné M. Haouchène. Par ailleurs, la commune de Maâlla, qui compte quelque 7 000 habitants souffre d'un manque criard en matière d'eau potable, s'est plaint à l'APS le président de l'Assemblée populaire communale (APC), Mohamed Belkadi. Le deuxième plus grand barrage au niveau national, en l'occurrence celui de Koudiet Acerdoune, d'une capacité 640 millions de mètres cube, est réalisé sur le territoire de cette municipalité montagneuse, où les habitants du cheflieu restent insuffisamment approvisionnés en eau potable à partir de l'unique source dont dispose la commune.

Samy Y.

Ain Témouchent

La maîtrise à distance a permis le contrôle de 1 200 km du réseau électrique

Le système Scada de maîtrise à distance a permis d'assurer le contrôle de 1 200 kilomètres du réseau électrique à travers le territoire de la wilaya de Ain Témouchent de manière permanente et régulière, a-t-on appris des responsables de la Société de distribution d'électricité et du gaz de Sonelgaz d'Ain Témouchent. Le système Scada a également permis de conférer l'efficacité dans le domaine d'intervention des équipes de maintenance pour réparer les pannes

en un temps record, a ajouté le même responsable en marge de portes ouvertes organisées trois jours durant à l'occasion du 50^e anniversaire de la création de la société par l'unité commerciale de la commune de Hammam Bouhadjar. Il a donné de la qualité au contrôle du réseau d'électricité permettant de détecter des pannes le long de 1 200 km dont dispose la wilaya d'Ain Témouchent en basse et moyenne tension, a souligné le directeur de la société de distribution

d'électricité et du gaz, Mohamed Samadi. Ce système exerçant en H/24 et à longueur de semaine sans interruption veille à assurer une alimentation régulière en électricité et à détecter avec précision toute panne au réseau permettant l'intervention automatique des équipes de maintenance relevant de la société pour isoler la partie concernée et de réparer la panne en un temps record, a affirmé le même responsable. Ce système est en développement adapté à l'évolu-

tion du réseau à travers le territoire de la wilaya et à l'extension future, a souligné M. Samadi. La Société de distribution d'électricité et du gaz de la wilaya d'Ain Témouchent a initié des portes ouvertes en faveur du public au niveau de son unité commerciale dans la commune de Hammam Bouhadjar pour faire connaître les missions et services de cette entreprise publique et son évolution depuis sa création en 1969.

D. H./APS

Libye

L'ONU déplore le manque de signe d'apaisement

■ «Le conflit armé en Libye ne montre aucun signe d'apaisement», a déploré Ghassan Salamé, le représentant spécial et chef de la Mission d'appui des Nations unies en Libye (Manul), qui s'exprimait devant les membres du Conseil par visioconférence depuis Tripoli.

Par Sara B.

Ignorant les appels à la désescalade, les parties au conflit libyen ont intensifié leurs campagnes aériennes, avec des frappes ciblées menées par des avions et des drones armés, a constaté M. Salamé. Selon le représentant spécial, la guerre autour de Tripoli, qui a débuté en avril, a déjà fait près de 1 100 morts, dont 106 civils, et des centaines de milliers de personnes ont dû fuir leur maison dans la capitale et aux alentours en raison des combats. Le conflit en Libye ne se limite pas à Tripoli. Le Gouvernement d'union nationale a lancé vendredi pour la première fois une attaque aérienne contre une base de l'Armée de libération libyenne à Jufra. Les forces du général Khalifa Haftar ont lancé samedi des frappes aériennes contre une base aérienne du gouvernement du Premier ministre Serraj à Misrata. M. Salamé a également fait état d'une hausse du recrutement et de l'utilisation de mercenaires



étrangers en Libye, parallèlement à l'utilisation croissante d'armes lourdes et d'attaques au sol. «Les parties croient toujours qu'elles peuvent atteindre leurs objectifs par des moyens militaires», a regretté l'envoyé de l'ONU, estimant que «le présent et l'avenir de la Libye ne doivent pas être pris en otage par les parties belligères».

La Chine appelle à un processus politique géré par les Libyens eux-mêmes

La Chine a appelé à un processus politique géré par les Libyens eux-mêmes, soulignant que l'avenir de la Libye devrait être déterminé par son peuple et que la communauté internationale devrait respecter sa souveraineté, son indépendance et l'inté-

grité de son territoire. Le représentant permanent adjoint de la Chine auprès des Nations unies, M. Wu Haitao, a appelé les pays qui exercent une influence sur le terrain à pousser les parties libyennes à chercher un consensus et leur fournir une aide constructive en vue d'établir une trêve et de reprendre le dialogue politique, a-t-il dit lors d'une réunion du Conseil de sécurité. Le diplomate a appelé à une résolution politique du conflit en cours, déclarant que toutes les parties libyennes devraient demeurer engagées envers l'objectif final d'une résolution politique et que la question libyenne devait être résolue par des moyens politiques. M. Wu a estimé que les parties au conflit devaient privilégier l'intérêt de leur pays et de leur peuple et répondre aux appels de la com-

munauté internationale en faisant immédiatement cesser les hostilités afin d'atténuer les tensions et de reprendre le chemin des pourparlers.

Cinq militaires pro-Haftar tués

Les forces du Gouvernement d'union nationale (GNA) en Libye ont annoncé que cinq dirigeants des forces du général à la retraite, Khalifa Haftar, ont été tués lors de combats survenus les 27 et 28 juillet courant aux environs de la capitale Tripoli. L'opération «Volcan de la colère», lancée par les forces du GNA, reconnu par la communauté internationale, pour repousser l'offensive des troupes de Haftar contre Tripoli, a publié sur sa page officielle Facebook les noms des dirigeants tués. La même source a

précisé que ces militaires ont été tués pendant les combats des 27 et 28 juillet courant, sans donner plus de détails à ce propos. Khalifa Haftar mène depuis avril une offensive pour s'emparer de la capitale libyenne, où siège le GNA. Mais après près de quatre mois d'affrontements meurtriers, ses troupes ne progressent pas et sont souvent acculées par une résistance féroce de la part des forces loyales au GNA. Les forces du GNA ont, entre autres, pris le contrôle de la base des opérations de Haftar dans la ville de Garian, ce qui avait obligé ce dernier à déplacer la salle des opérations à la base aérienne d'al-Jafra. Les hostilités lancées par Haftar sur Tripoli ont fait plus de mille morts et près de 5 500 blessés, depuis le début de l'opération le 4 avril, selon le dernier bilan de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), publié le 5 juillet.

S. B./APS

10^e édition de l'Université d'été des cadres sahraouis

Le Sommet Russie-Afrique, une opportunité à saisir

Le professeur universitaire Mekki Mohamed Said a appelé, à Boumerdàs, à saisir le Sommet Russie-Afrique prévu octobre prochain à la ville de Sochi pour consacrer le soutien de la Russie en faveur de la cause sahraouie. La Russie se prépare pour la tenue du Sommet Russie-Afrique prévu octobre prochain à Sochi, qui verra «une participation importante de la délégation sahraouie». Il constitue, a-t-il dit, «une opportunité à saisir en vue de gagner le soutien de cet acteur puissant sur la scène internationale, à savoir la Russie», a fait savoir le conférencier à l'École supérieure des sciences politiques (Alger) dans une intervention dans le cadre de la 10^e édition de l'Université

d'été des cadres sahraouis. Dans son intervention «Rôle des blocs régionaux et instances de soutien à la cause sahraouie», M. Mekki a estimé que «la Russie est revenue, ces dernières années, en force sur la scène internationale», d'où «la nécessité de valoriser et de consacrer son rôle dans le règlement de la question et de l'encourager par tous les moyens, et ce, pour gagner son soutien en faveur de la cause sahraouie dans les foras internationaux notamment l'ONU et le Conseil de sécurité». Par ailleurs, le conférencier a appelé la société civile sahraouie à la nécessité de «construire une large opinion publique à travers les différents Etats, laquelle servira de lobby influençant les décisions relatives à l'avenir de la

cause sahraouie». «Les réseaux sociaux et les associations de la société civile des pays influents sont des mécanismes à mettre en valeur, auxquels s'ajoutent les passerelles avec les peuples capables d'opérer un changement», a ajouté l'intervenant. Cette démarche, poursuit M. Mekki, permettra de «créer un nouveau mode de lutte pacifique et politique» ou «diplomatie populaire» devant orienter l'opinion publique officielle et populaire pour défendre la cause et obtenir les positions des organisations internationales concernées. Dans leur intervention commune, M. Al-Bachir Moulay Mohamed Cheikh Al-Ismaïli et Mohamed Mahmoud Aliat ont affirmé que «l'Intifada pour l'indépendance de 2005 à Laayoune

occupé qui a donné lieu à des actes de répression exercés par l'occupation marocaine était inévitable et résultait d'une prise de conscience par le peuple sahraoui suite à la politique de répression adoptée à son encontre». Ils ont estimé, dans ce sens, que cette intifada populaire avait créé «des fissures au sein du régime marocain et transféré le Hirk au Maroc tout en obligeant les médias marocains à qualifier le peuple sahraoui de partisans de l'indépendance». Les intifadas successives du peuple sahraoui ont permis de réaliser des acquis sur différents niveaux, notamment psychologique et politique, ont-ils ajouté.

Farid M./Agences

Tunisie Neuf secousses telluriques en un mois

UN SÉISME d'une magnitude de 3,20 a été enregistré dans la province de Tozeur, au sud-ouest du pays, a annoncé l'Institut national de la météorologie (INM) de Tunisie. Selon la même source, cette secousse s'est produite vers 13h39 heure locale (GMT+1) dans la localité de Chat el-Jerid à Tozeur. Neuf secousses telluriques ont été enregistrées par les stations sismiques de l'INM au cours de ce mois de juillet, dans plusieurs provinces du pays. Leurs magnitudes variaient entre 2,09 degrés sur l'échelle de Richter dans certaines régions du nord-est et 3,40 degrés au nord-ouest.

R. M.



Commerce

Trump vilipende la Chine à la reprise des négociations

■ Donald Trump a vivement critiqué la Chine hier, alors que les négociateurs américains venaient à peine d'arriver à Shanghai pour y relancer les négociations visant à mettre fin à la guerre commerciale entre les deux pays.

Par Rosa C.

«**M**on équipe est en train de négocier avec eux maintenant, mais ils (les Chinois, NDLR) finis-

sent toujours par modifier l'accord à leur avantage», a tweeté le président américain. Les discussions, qui se déroulent dans la capitale économique chinoise, sont les premières en face-à-face depuis l'échec brutal des négociations en mai, lorsque Donald Trump avait accusé Pékin d'avoir manqué à ses engagements. Cette fois-ci, le locataire de la Maison-Blanche a affirmé que la Chine était censée commencer à augmenter ses achats de produits agricoles mais que «rien ne dit qu'ils soient en train de le faire». «C'est le problème avec la Chine, elle ne fait tout simplement pas ce qu'elle dit qu'elle va faire», a-t-il lancé. Pékin et Washington sont engagés depuis l'an dernier dans un bras de fer commercial qui s'est tra-



PH > D. R.

duit par l'imposition réciproque de droits de douane portant sur plus de 360 milliards de dollars d'échanges annuels. Le représentant au Commerce, Robert Lighthizer, et le secrétaire au Trésor, Steven Mnuchin, n'ont pas parlé à la presse après leur arrivée hier à Shanghai. Un convoi de véhicules, supposé transporter les responsables américains, s'est dirigé dans la soirée vers un célèbre hôtel de la ville, le Peace Hotel, où ils devaient dîner avec des membres de la délégation chinoise. Robert Lighthizer et Steven Mnuchin devraient mener une journée complète de négociations aujourd'hui en présence du vice-Premier ministre chinois Liu He – un proche du président Xi Jinping. Mais les derniers tweets de Donald Trump renforcent l'impression que les négocia-

tions de cette semaine ne devraient pas déboucher sur des avancées majeures. Le président américain a estimé que la Chine jouait la montre et attendait l'élection présidentielle américaine de 2020, en espérant sa défaite. Mais, a-t-il menacé, elle aurait un accord «beaucoup plus dur que celui que nous négocions maintenant... ou pas d'accord du tout» s'il remportait le scrutin. «Nous avons toutes les cartes en main, nos ex-dirigeants ne l'ont jamais compris !», a-t-il encore écrit. Le différend bilatéral s'est étendu au domaine technologique avec l'inscription au mois de mai du géant chinois des télécoms Huawei sur une liste noire de l'administration américaine pour des raisons de sécurité. Huawei a reconnu hier se battre pour sa «survie», en dépit de ventes en hausse au premier

semestre. Les négociations se déroulent dans un contexte compliqué pour Pékin, qui fait face depuis plusieurs semaines à d'importantes manifestations – dont certaines violentes – à Hong Kong, et d'une forte hostilité des États-Unis. Donald Trump a menacé de dénoncer le statut de pays en développement de membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), une mesure qui vise prioritairement la Chine. Dans une réponse cinglante, Pékin a fustigé lundi «l'arrogance et l'égoïsme» des États-Unis. L'agence de presse officielle Chine nouvelle a admis hier dans un commentaire que les relations entre Pékin et Washington étaient «tendues» et appelé les États-Unis à «traiter la Chine avec tout le respect dû» s'ils veulent un accord. La reprise des négociations marque toutefois un pas positif après la trêve dans la guerre commerciale convenue fin juin entre Donald Trump et Xi Jinping lors du sommet du G20 au Japon. La tenue de pourparlers à Shanghai est un clin d'œil à une époque où les relations entre les deux pays se sont améliorées, comme en témoigne le Communiqué de Shanghai de 1972 – une étape importante dans l'établissement de relations diplomatiques entre les États-Unis et la Chine. Mais Pékin comme Washington font preuve d'un optimisme prudent sur les chances d'aboutir à un accord.

R. C.



Commentaire

Opportunité

Par Fouzia Mahmoudi

Maintenant que Boris Johnson a été investi de ses fonctions de Premier ministre, il est attendu de lui qu'il gère, si possible de la façon la moins dommageable, la sortie de la Grande-Bretagne de l'Union européenne. Mais l'inquiétude est vive du côté de ceux chargés de mener les opérations avec lui, alors que le nouveau chef du gouvernement britannique n'a jamais manqué de vocaliser ses opinions tranchées sur le Brexit. Il a, en effet, et à de nombreuses reprises, répété que pour lui la meilleure des façons de quitter l'UE était d'opter pour un Brexit «dur», c'est-à-dire «sans accord», marquant une rupture nette et brutale entre le reste du continent et son pays. Une rupture à tout point de vue tout d'abord commerciale et douanière. Néanmoins, fraîchement nommé à son poste, Boris Johnson a annoncé qu'il attendait un geste des Européens en faveur de la réouverture des négociations sur le Brexit. Une déclaration qui tombe lors de sa première visite officielle en Écosse, censée promouvoir l'union du Royaume déchiré face à la perspective d'une sortie de l'UE sans accord. Boris Johnson «veut évidemment rencontrer les dirigeants européens et négocier, mais pas pour qu'on (...) lui dise que l'UE ne peut pas réexaminer l'accord de retrait», a déclaré lundi une porte-parole du Premier ministre. «L'accord de retrait a été rejeté à plusieurs reprises par le Parlement (britannique) et il est évident qu'il ne sera pas adopté sous sa forme actuelle. Cela doit changer s'il doit y avoir un accord», a-t-elle poursuivi. Le président français, Emmanuel Macron, et la chancelière allemande, Angela Merkel, ont tous deux invité Boris Johnson à leur rendre visite, mais ce dernier n'a pas annoncé de voyage à l'étranger avant le sommet du G7, fin août en France. L'Union européenne a, elle, prévenu le dirigeant britannique que ses demandes de renégocier l'accord noué par l'ex-Première ministre Theresa May étaient «inacceptables». Face à cette impasse, Carolyn Fairbairn, directrice générale du CBI, la principale organisation patronale britannique, a pressé lundi les entreprises d'accélérer les préparatifs pour faire face à «la possibilité sérieuse» d'un Brexit sans accord, redouté des milieux d'affaires. «Il y a une très bonne chance que nous puissions obtenir un accord et c'est ce que nous visons», a pourtant continué d'affirmer lundi aux journalistes Boris Johnson. De nombreux parlementaires britanniques sont aussi opposés à un Brexit sans accord et pourraient être tentés de renverser le gouvernement Johnson pour l'empêcher. «Quand les gens ont voté pour quitter l'Union européenne, ils n'ont pas seulement voté contre Bruxelles, mais aussi contre Londres», a-t-il argué samedi lors d'un discours à Manchester (nord-ouest de l'Angleterre), en référence aux régions qui se sentent délaissées et ont voté en faveur d'une sortie de l'UE lors du référendum de 2016. Il a aussi assuré qu'il allait intensifier les négociations sur les accords commerciaux post-Brexit, mettre en place des ports francs pour stimuler l'économie, donner plus de pouvoirs aux communautés locales et renforcer les infrastructures de télécommunications et de transport. Reste à savoir comment se dérouleront ces négociations avec les dirigeants de l'UE et si Johnson, malgré la menace de nombreux parlementaires britanniques, sabotera tout effort d'accord ou essaiera malgré tout de faire en sorte de garder une passerelle entre son pays et l'Europe.

F. M.

Afghanistan

Les civils meurent à un rythme «inacceptable» malgré les discussions de paix selon l'ONU

Les civils continuent de mourir et d'être blessés à un rythme «inacceptable» en dépit des discussions visant à mettre fin à des décennies de guerre, a dénoncé hier la Mission de l'ONU en Afghanistan (Manua). Malgré une baisse de 27% du nombre de victimes au premier semestre 2019 par rapport aux six premiers mois de 2018, 1.366 civils ont tout de même été tués et 2.446 blessés, a fait savoir la Manua dans un rapport semestriel. «Le mal fait aux civils est choquant et inacceptable», a souligné la mission de l'ONU, qui qualifie d'«insuffisants» les «efforts» annoncés par les deux parties pour limiter les pertes civiles. Un tiers des victimes sont des enfants (327 morts et 880 blessés), notamment en raison des munitions non explosées qu'ils manipulent, inconscients du danger. Davantage de civils ont été tués par les forces gouvernementales que par les groupes insurgés (717 morts contre 531), en grande partie du fait des frappes aériennes afghanes et américaines, selon

la Manua. Les forces américaines en Afghanistan, via leur porte-parole, le colonel Sonny Leggett, ont contesté dans un communiqué «les méthodes et les conclusions de la Manua». «Les sources dont les informations sont limitées et les motivations contradictoires ne sont pas toujours crédibles», a observé le colonel Leggett, assurant que l'armée américaine enquêtait sur toutes les allégations de pertes civiles dans ce qui est un «environnement complexe». «Nous suivons les normes les plus élevées de précision et de responsabilité et nous nous efforçons toujours d'éviter de blesser les civils non-combattants», a-t-il ajouté. Les talibans ont également rejeté les conclusions du rapport onusien, comme ils le font à chaque parution. D'après la Manua, les forces pro-gouvernementales ont causé 31% de pertes civiles supplémentaires au premier semestre 2019 par rapport à la même période en 2018, quand celles attribuées au différents groupes insurgés – principalement les talibans et le

groupe État islamique – ont diminué de 43% du fait d'une baisse des attentats suicides et des attaques complexes. Début juillet, lors d'une rencontre historique à Doha entre des responsables talibans et des représentants du gouvernement afghan, les deux parties avaient publié une résolution commune dans laquelle elles appelaient à réduire les victimes civiles à «zéro». Mais le massacre de civils s'est poursuivi depuis lors. «Tout le monde a entendu haut et fort le message des délégués afghans aux pourparlers de Doha : «Réduisez le nombre de victimes civiles à zéro !», a lancé dans un communiqué le dirigeant de la Manua, Tadamichi Yamamamoto. «Nous exhortons toutes les parties à tenir compte de cet impératif et à répondre à l'appel des Afghans pour que des mesures immédiates soient prises afin de réduire les terribles dommages infligés», a-t-il poursuivi. L'année 2018 avait été la plus meurtrière pour les civils afghans avec 3 804 tués (dont 900 enfants) et 7 189 blessés.

Journées du théâtre du Sud à Alger

«Nazif Ed'Dakira» présentée en ouverture

■ Les neuvième Journées du théâtre du Sud ont été ouvertes lundi à Alger avec la volonté affichée des troupes participantes de pérenniser cet événement très attendu, qui permet de rendre plus visible les créations de la jeunesse du Sud algérien. A l'ouverture de cet événement, qui se poursuit jusqu'au 3 août, la présentation de la pièce théâtrale «Nazif Ed'Dakira».



Par Abia Selles

S'étalant du 29 juillet au 3 août au Théâtre national Mahieddine-Bachtarzi (TNA), les Journées du théâtre du Sud représentent,

selon les participants, une «opportunité d'échanges avec les professionnels du théâtre», avec la possibilité pour les jeunes du Sud d'«exercer leur passion dans les normes requises par le quatrième art».

Devant un public nombreux,

une vingtaine de comédiens du collectif des œuvres universitaires de la ville d'El Oued a présenté «Nazif Ed'Dakira» (Hémorragie de la mémoire),

une opérette montée dans le registre du théâtre épique, sur les textes poétiques de six

grands auteurs algériens et arabes, que Nabil Ahmed Messai a adapté et mis en scène.

Puisés des textes des Algériens Athmane Loucif et Mahdjoub Belloul, des Syriens Souleïmane El Aïssi et Nizar Qabbani, de l'Irakien Kadem Djawad et du Soudanais Mohamed El Djawahri, «Nazif Ed'Dakira» restitue la grandeur de la révolution algérienne, entrée dans l'universalité car devenue symbole de résistance et de lutte pour la liberté des peuples.

Comptant sept tableaux, l'opérette invite, près de 40 mn, le spectateur à revisiter, dans les faits, la révolution algérienne contre l'occupant français, depuis les préparatifs jusqu'au passage à l'acte, focalisant sur le rôle de la femme et son engagement, symbolisés par le personnage de la grande moudjahida Djamilia Bouhired subissant les affres de la torture, pour conclure dans la joie de la victoire marquant l'indépendance de l'Algérie.

Les comédiens, qui dans l'ensemble ont su porter les textes poétiques déclamés, ont vu par moments leurs interprétations

altérées par des dialogues rendus en play-back, une technique qui certes permet au texte de gagner en clarté et en volume, mais qui crée, en revanche, une froideur entravant chez le comédien le cheminement interne de l'émotion.

Des troupes de danses populaires issues du Sud ont animé, deux heures auparavant, un spectacle folklorique sur la place publique Mohamed-Touri, attenante au TNA, au milieu de chaiteaux exposant plusieurs produits et objets traditionnels et artisanaux de différentes régions du Sud algérien.

Des conférences, des débats, des masters-class, des expositions et des rencontres littéraires sont au programme des 9^e Journées du théâtre du Sud.

A.S./APS

AGEND'ART

Musée d'art moderne d'Oran
Jusqu'au 31 août :

Exposition de l'artiste Rahim Sadek.

Musée public national d'art moderne et contemporain d'Alger

Jusqu'au 31 juillet :
Le Musée public national d'art moderne et contemporain d'Alger, le Goethe Institut d'Alger et Habibi Funk présentent l'expo «Planète Malek - Une rétrospective», en hommage au compositeur Ahmed Malek.

Esplanade de l'Hôtel Méridien d'Oran Jeudi
1^{er} août à 21h :

Smart prod et Probox Algérie présentent un concert du daft punk official tribute.

Galerie Baya du Palais de la Culture Moufdi-Zakaria
Jusqu'au 5 août :

L'ambassade du Japon présente une exposition de gravures japonaises «Photographic Images & Matter : Japanese prints of the 1970's».

Centre Culturel MustaphaKaleb (5, rue DidoucheMourad, Alger)
Jusqu'au 2 août :
Exposition de l'artiste Lila Bouzidi.

Jusqu'au 8 août :
L'Etablissement Arts et Culture, en collaboration avec la Direction du tourisme et de l'artisanat de la wilaya d'Alger, organise une exposition collective de l'artisanat d'art.

Galerie d'Arts Asselah (39, rue Asselah-Hocine, Alger)
Jusqu'au 8 août :
Exposition de peinture avec l'artiste Belkacem Kefil.

Galerie d'Arts Mohamed-Racim (5, avenue Pasteur, Alger)

Jusqu'au 18 août :
Exposition de peinture avec l'artiste Abdelmadjid Guemroud.

Musique

L'orchestre des «Jeunes d'Algérie» régale les familles jijeliennes

L'orchestre des «Jeunes d'Algérie» a conquis, la nuit de dimanche à lundi, les familles jijeliennes en interprétant les morceaux les plus célèbres de la musique classique dans un concert éthéré, dirigé par le maestro Salim Dada à la maison de la culture Omar-Oussedik.

Cet ensemble de musiciens instrumentistes, composé de 50 jeunes artistes, a entamé sa prestation par le morceau rêveur

de Jean-Sébastien Bach, suivi d'une valse de Luigi Boccherini avant d'enchaîner avec un cocktail de morceaux musicaux de plusieurs compositeurs d'Europe et d'Amérique du Nord et du Sud.

Le maestro et compositeur Dada a terminé son concert enchanteur par deux morceaux de sa composition : «L'aube de Djurdjura» et «Chanson d'amour». L'orchestre des Jeunes d'Algérie va effectuer une tour-

née nationale à travers plusieurs wilayas du pays, notamment la programmation d'un concert au Festival international de Timgad dont la 41^e édition s'est ouverte dimanche.

Selon la directrice de la culture de Jijel, Salima Kaoua, ce concert tenu dans la soirée de dimanche a été organisé conjointement par l'Office national des droits d'auteur et droits voisins (Onda) et la direction locale de la culture.

F. H.

Men in Black International

Les raisons de l'échec, selon le P-DG de Sony Pictures

Fin juin, un article du Hollywood Reporter revenait en détail sur les coulisses de la production houleuse du film «Men in Black International». Entre la rivalité qui n'a cessé d'opposer le réalisateur F. Gary Gray au producteur Walter Parkes, les nombreuses modifications au scénario initial écrit par Art Marcum et Matt Holloway, avant mais aussi pendant le tournage, au point que les comédiens Chris Hemsworth et Tessa Thompson recevaient chaque jour de nouvelles pages et engagèrent leurs

propres dialoguistes sur le plateau, le film s'est largement fait recaler au Box Office. Avec 245 millions \$ de recettes, et à peine un peu plus de 78 millions sur le territoire américain. Pour un budget de production estimé à 110 millions \$, hors frais marketing bien entendu, on ne peut pas dire que MIB international a surperformé. Quoi qu'il en soit, c'est au tour d'un exécutif de Sony de s'exprimer sur le sujet, ce qui n'avait pas été le cas jusque-là. «Est-ce que nous avons raté notre coup ? Men in Black International

n'a pas particulièrement été une déception financière, parce qu'au bout du compte, il va rapporter entre 245 et 300 millions \$ au Box Office mondial. Mais ce n'est évidemment pas du tout ce que l'on ambitionnait pour un redémarrage concernant cette licence», plaide l'intéressé. «Je pense que le public a bien aimé le film, et le casting était formidable ; Tessa et Chris ont fait un super boulot. Mais si nous avons fait des erreurs, je pense que c'est principalement dans le manque d'idées fortes dans l'histoire. Surtout si

vous comparez avec Jumanji, qui avait une idée vraiment, vraiment forte». Et de poursuivre : «La leçon de tout ça, c'est qu'il faut continuer à prendre des risques. Mais il faut aussi les gérer. Dans le cas de MIB International, on avait deux coproducteurs, donc les risques étaient calculés et gérés. Je pense sincèrement que vous ne pouvez pas éliminer les risques dans l'industrie du film. Si vous essayez de faire ça, vous tuez la créativité, et si vous tuez la créativité, vous éliminez les succès».

R. I.

Dar Abdellatif

Kamel Abdat en spectacle à Alger

Alger accueillera pour une soirée de stand-up l'humoriste Kamel Abdat le 3 août prochain. L'artiste qui ne manque plus de faire l'actualité de la scène algérienne ira à la ren-

contre de son public algérois de plus en plus nombreux. C'est à Dar Abdellatif que Kamel Abdat se produira le samedi 3 août prochain. Kabyle d'origine et parfait berbérophone, les thèmes de

ses performances vont des sujets d'actualité au simple quotidien des Algériens, ce qui a pour habitude de soulever le public.

Par ailleurs, la première partie du spectacle sera assurée par

Rima Dekhil et Fouad Bennour, une manière de faire découvrir de nouveaux talents et d'introduire au show de Kamel Abdat tout en finesse. Début de l'événement à 20h.



Au cours d'une réunion pour le lancement de la saison

Medouar tente de rassurer les présidents

■ Le président de la Ligue de football professionnel, Abdelkrim Medouar, a eu une rencontre lundi après-midi avec les présidents et les représentants des clubs des Ligues 1 et 2, soit un total de 23 clubs, tenue à l'hôtel Olympic de Dely Brahim, à Alger, avec pour ordre du jour la préparation de la nouvelle saison 2019/2020.

Par Mahfoud M.

Le tirage au sort des calendriers du championnat des Ligues 1 et 2, dont le démarrage pour le premier niveau est fixé pour les 15/16/17 alors que celui du second niveau aura lieu à une date à déterminer ultérieurement, a ponctué cette réunion.

En ouverture, le président de la LFP a tenu à féliciter au nom des présents, la très belle performance de l'Equipe nationale réalisée en Coupe d'Afrique des nations. «Il s'agit pour nous, a-t-il souligné, d'exploiter ce résultat pour faire avancer notre football national».

Le premier responsable de la Ligue professionnelle a ensuite brossé un tableau sur la situation du football national professionnel et a de nouveau signalé que les problèmes de créances avec l'Entreprise nationale de télévision, (ENTV) et l'opérateur téléphonique Mobilis n'ont pas trouvé une solution définitive. «La Ligue a fait de gros efforts en direction des clubs, en leur octroyant des avances ces dernières années mais malheureu-

sement on ne peut pas aller au delà de nos limites. La LFP va de nouveau solliciter ces partenaires pour qu'ils honorent leurs engagements pour le bien de nos clubs qui vivent actuellement des moments tragiques. Il y a des clubs qui ne sont même pas en mesure de payer les frais d'engagements pour la nouvelle saison. Nous allons vivre une saison difficile» Medouar a confié qu'à l'heure actuelle seuls cinq clubs se sont acquittés de ce droit. Le président de la LFP a préconisé la constitution d'une cellule de réflexion sur les problèmes que vivent les clubs et élaborer un mémorandum dans lequel seront consignés les grandes revendications des clubs. Ce qui a été fait en fin de réunion. Nadir Bouzenad, DG du CABB Arréridj, membre de la commission, a lu la plate-forme élaborée par quatre représentants des clubs. Elle sera soumise prochainement au Bureau fédéral.

Dans ce texte, il a été proposé notamment le gel de l'activité de la Commission nationale de résolution des litiges, la révision de ses prérogatives. Il y a lieu de signaler que le point le plus



Medouar affirme tenter de trouver des solutions

important qui a dominé les interventions des clubs est celui des décisions de cette commission fortement décriées par les dirigeants, considérant qu'elle privilégie l'intérêt des joueurs avant celui des clubs.

Un intervenant s'est interrogé sur l'utilité du règlement intérieur, pourtant imposé par les instances du football. «Pour cette commission, ce texte n'a aucune valeur». Un autre relève que cer-

tains joueurs sont devenus des abonnés au niveau de cette CNRL. Ils sont en litige avec trois et quatre clubs.

Un autre représentant d'un club a prôné l'institution d'un fonds de sponsoring solidaire. Il s'agit d'un fonds qui doit être alimenté par des dons des sociétés nationales et internationales publiques ou privées pour venir en aide aux clubs qui ne disposent pas de parrainage par des

entreprises. Ce point est contenu dans le Mémorandum.

D'autres dirigeants ont proposé le report du championnat. Le président de la LFP a accepté ce report de la compétition de la Ligue 2 mais a refusé pour celui de la Ligue 1, en raison des engagements internationaux pour la nouvelle saison, de plus nos clubs engagés en Coupe d'Afrique et coupe Arabe sont dans le besoin de compétitions au début de cette saison. M. M.

NA Hussein-Dey

Benzekri prend la poudre d'escampette

L'ancien coach du NAHD et plusieurs autres clubs algérois qui s'était entendu avec la direction du club pour occuper le poste de directeur sportif et entraîneur en chef, Nour Benzekri, vient de lâcher officiellement l'équipe, lui qui est absent du terrain ça fait bien longtemps. En effet, ce dernier a confié à des proches qu'il ne compte pas revenir travailler au Nasria, sachant qu'il n'a rien signé avec ce dernier. En plus de sa maladie qui l'empêche de travailler sur le terrain, Benzekri aurait été déçu de la situation de l'équipe qui souffre financièrement et qui ne peut pas donc recruter des joueurs cotés. Les dirigeants se sont contentés jusque-là de joueurs méconnus sur le marché et qui n'ont pas l'expérience de la Ligue 1 Mobilis. Plusieurs observateurs estiment que le club ne pourra pas aller loin avec ces jeunes joueurs qui auront besoin de beaucoup de

temps pour s'acclimater avec l'exigence du haut niveau. Toutefois, Benzekri n'a pas pris attache avec la direction pour lui notifier son départ et celle-ci affirme n'avoir rien reçu du concerné qui est considéré comme toujours en poste, surtout que les dirigeants qui étaient au courant de sa maladie n'attendent pas le voir travailler sur le terrain et souhaitent obtenir des conseils de sa part. Sur un tout autre plan, la direction du Nasria vient de conclure avec un milieu de terrain de l'EN mauritanienne, Yali, qui évoluait la saison passée au DRB Tadjenant. Ce dernier devrait signer pour deux ans, après que la direction a tout conclu avec son ancien club et a racheté sa lettre de libération. Il viendra donc renforcer le milieu de terrain du NAHD qui a déjà vu l'arrivée de nombreux éléments dans ce compartiment. Les responsables du club sont toujours derrière d'autres joueurs qu'ils

souhaitent pouvoir enrôler dans les plus brefs délais, sachant qu'il y a des manques dans certains compartiments, notamment le couloir gauche. Dans cette optique, on croit savoir que le Nasria attend d'achever les négociations avec la direction du Paradou AC pour faire venir l'arrière gauche Sabri Cheraitia, dont le prêt reviendrait quelque peu cher. Le NAHD souhaite aussi conclure avec un jeune attaquant libyen qui évolue en EN espoirs. Pour ce qui est de la préparation, les Sang et Or sont toujours à pied d'œuvre à Beni Saf où le stage se tient depuis quelques jours. L'équipe a joué son premier match qu'elle a perdu sur le score de (1/0) face à l'ASM Oran. Malgré cela, le coach Remane avoue qu'il n'est pas inquiet et qu'il a eu l'occasion de connaître un peu plus ses joueurs.

M. M.

Eliminatoires Mondial-2022 (Tour préliminaire - Afrique)

Des affiches qui promettent

Le tirage au sort du tour préliminaire des éliminatoires de la Coupe du monde de football Qatar-2022, effectué lundi au siège de la Confédération africaine de football (CAF) au Caire, a donné lieu à des matchs équilibrés et d'autres moins. Vingt-huit sélections les moins bien classées selon le dernier classement FIFA (25 juillet 2019) prendront part à ce tour préliminaire dont les rencontres sont prévues en aller et retour entre le 2 et le 10 septembre prochain. Les 26 équipes les mieux classées des 54 concernées par la campagne des éliminatoires du Mondial-2022 sont dispensées du tour préliminaire. Les 14 équipes

qualifiées du tour préliminaire rejoindront les 26 sélections exemptées, dont l'Algérie, à la phase de groupes. Un tirage au sort sera effectué pour composer 10 groupes de 4 équipes chacun. Les premiers de chaque groupe se qualifieront pour le troisième et dernier tour qualificatif. Les leaders des 10 groupes seront divisés en 2 pots basés sur le classement de la FIFA. Les cinq équipes les mieux classées selon le classement de la FIFA joueront contre les cinq équipes les moins bien classées en matchs d'appui et les vainqueurs se qualifieront pour le Mondial-2022 au Qatar (21 novembre-18 décembre). Le

Mondial-2022 sera le dernier à 32 équipes avant le passage à 48 nations, à partir de l'édition 2026

qui sera organisée conjointement par les Etats-Unis, le Mexique et le Canada.

Résultats du tirage au sort du tour préliminaire :

Ethiopie - Lesotho
Somalie - Zimbabwe
Erythrée - Namibie
Burundi - Tanzanie
Djibouti - Eswatini
Botswana - Malawi
Gambie - Angola
Libéria - Sierra Leone
Maurice - Mozambique
Sao Tomé-et-Principe - Guinée-Bissau
Soudan du Sud - Guinée-Equatoriale
Comores - Togo
Tchad - Soudan
Seychelles - Rwanda

Lutte/Jeux africains

L'EN se prépare à Varsovie

QUINZE athlètes de la sélection algérienne (seniors) effectueront à partir de jeudi un stage de préparation à Varsovie (Pologne), précédé d'un tournoi international, en vue des Jeux africains 2019, attendu appris lundi de la Fédération algérienne des luttes associées (FALA).

Sous la conduite du staff technique national, composé des entraîneurs Aoune Fayçal et Bendjedaa Maazouz, les Algériens entameront ce stage en prenant part au Tournoi international de Varsovie (2-4 août), réservé aux athlètes de la lutte libre et gréco-romaine. Ce tournoi international verra la participation des meilleurs lutteurs algériens dans les deux styles, à l'instar de Sid Azara Bachir et Boudjemline Adem, médaillés d'argent aux derniers Jeux méditerranéens de Tarragone (Espagne).

Les Algériens profiteront également de ce nouveau cycle de préparation qui se poursuivra jusqu'au 19 août pour affûter leurs armes en prévision des Jeux africains 2019 au Maroc, en présence des cadres de la sélection nationale.

Le tournoi de la lutte des Jeux africains-2019 aura lieu les 28, 29 et 30 août dans la ville d'El-Jadida, située à 187 km de Rabat.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

«Tlemcen, capitale de la culture islamique»

Khalida Toumi et Abdelwahab Nouri n'ont pas encore été auditionnés par la justice

L'EX-MINISTRE de la culture, Khalida Toumi, et l'ex-wali de Tlemcen, Abdelwahab Nouri, n'ont pas été entendus par la justice au sujet de l'affaire de la surfacturation de la tente géante et de sa disparition après l'ouverture de la manifestation «Tlemcen, capitale de la culture islamique», a-t-on appris hier du procureur de la République près le tribunal de Tlemcen.

«Le juge d'instruction du tribunal de Sidi M'hamed (Alger) était dans l'impossibilité d'auditionner les deux parties du fait que Khalida Toumi se trouve en France et que Abdelwahab Nouri, malade, est dans l'incapacité de se rendre au dit tribunal», a indiqué le même magistrat.

La même source a précisé que le tribunal de Tlemcen a auditionné, dans le cadre de cette affaire, plusieurs parties dont le directeur de la culture de la wilaya de Tlemcen, des membres du comité d'organisation de cette manifestation, le trésorier, le contrôleur financier, l'importateur de cette tente géante, le caissier des services des douanes du port de Ghazaouet. L'enquête

menée auprès des mis en cause a montré que la tente géante a été importée d'Allemagne.

Elle a été acheminée jusqu'au port de Ghazaouet pour être utilisée lors de la cérémonie d'ouverture de la manifestation «Tlemcen, capitale de la culture islamique» avant de disparaître, a précisé la même source.

Par ailleurs le procureur de la République près le tribunal de Tlemcen a indiqué que le parquet a demandé une copie du rapport de la Cour des comptes établi en 2013 pour consultation et définition des dépassements enregistrés à cette époque.

«Des parlementaires étaient au courant de ces dépassements et ont observé le silence en ne pas déposer plainte.

Les enquêteurs poursuivent toujours leurs investigations auprès des services de la wilaya et financiers au sujet de cette affaire», a-t-il ajouté. Il est à rappeler que le comité général de Tlemcen avait ordonné l'ouverture d'une enquête au sujet de l'affaire de surfacturation de la tente géante acquise pour les besoins de la cérémonie d'ouverture, en avril 2011, de la manifestation «Tlemcen, capitale de la culture islamique» et sa disparition juste après son utilisation. Elle a coûté la somme de 200 millions de centimes.

Selon la même source, l'enquête mettra à jour d'autres affaires et révélera des trous financiers et des transactions suspectes qui ont marqué cette manifestation culturelle et scientifique.

Racim C.

Incendies à Médéa

49 hectares de forêt ravagés en trois jours

UNE SUPERFICIE de 49 hectares de forêt a été détruite par les flammes au cours des trois derniers jours dans les communes de El-Aissaouia, Bouchrahil et El-Haoudine, dans la wilaya de Médéa, a-t-on appris hier auprès de la Protection civile. Les pertes les plus importantes ont été enregistrées au lieu-dit Kef Lahmar El-Maamria, dans la commune de El-Aissaouia (nord-est de Médéa), où pas moins de 27 hectares de pin d'Alep ont été ravagés par les flammes, a-t-on indiqué, ajoutant que 5 hectares de broussailles, 430 arbres rustiques et 25 ruches ont été également décimés. Les équipes

d'intervention dépêchées sur les lieux du sinistre ont pu maîtriser l'incendie et protéger des dizaines d'habitations situées à proximité, ainsi qu'une superficie de plus de 100 hectares de forêts menacées par la progression du feu, a-t-on signalé. Trois autres importants incendies de forêt, qui s'étaient déclarés dimanche et lundi au niveau des massifs forestiers de El-Ouazzana et Ouled Sidi-Moussa, commune de Bouchrahil (Est de la wilaya), et Beni-Souka, dans la commune d'El-Haoudine (nord-est), ont causé la destruction de 22 hectares de forêts et 5 hectares de maquis et broussailles, a-t-on poursuivi.

M. O./APS

c'est bientôt l'Aïd el-Kebir



Loumis

Djalou@hotmail.com

Accidents de la route

Le nombre de morts à nouveau en hausse

■ Près de deux cents personnes ont laissé leur vie dans des accidents de la route en trois mois, selon le dernier bilan de la Sûreté nationale. La situation actuelle est alarmante et le constat est dramatique, car le nombre des victimes ne cesse de prendre de l'ampleur.

Par Meriem Benchaouia

Selon la même source, les statistiques ont enregistré une hausse des cas de décès de plus de 22, des blessés de plus 394 et des accidents de plus de 224, par rapport à la même période de l'année dernière. Ce nombre ne baissera significativement et durablement que le jour où le gouvernement prendra enfin conscience que la sécurité routière repose sur trois principes indissociables : un automobiliste raisonnable, un véhicule en bon état et une route

bien entretenue. En effet, pendant cette période de vacances, qui connaît un grand mouvement de déplacements des citoyens, les accidents de la circulation continuent d'ensanglanter nos routes. Il ne se passe pas un jour sans qu'au moins un accident grave ne soit signalé. Que ce soit sur le périmètre urbain ou rural, l'Algérie est championne sur ce registre. En dépit des campagnes de sensibilisation entreprises en vue d'arrêter l'hémorragie sur nos routes, ou du moins atténuer le phénomène, on constate une progression alarmante des accidents de la circulation. Le non-respect du code de la route est devenu monnaie courante. Les feux rouges dans les périmètres urbains ne servent plus à rien. Les panneaux de signalisation sur les routes sont devenus inutiles. Malgré les appels à la vigilance lancés à travers les différents canaux de communications, la route demeure meurtrière. Qui pourra arrêter l'hécatombe ? Les Algériens mènent une guerre sans merci car personne n'est à l'abri et rien ne semble pouvoir arrêter le volant aveugle qui continue de tuer des centaines d'Algériens au quotidien. Les uns pensent que ce phénomène est dû au non-respect du code de la route. En effet, les feux rouges dans les périmètres urbains ne servent plus à rien et les panneaux de signalisation

sont devenus inutiles. Et d'autres rétorquent que le premier problème est essentiellement dû aux conducteurs. Quoi qu'il en soit, le bilan continue de s'alourdir, pour preuve, le dernier bilan établi hier par la Protection civile fait froid dans le dos. Cent quatre-vingt-quinze personnes ont trouvé la mort et 5 332 autres ont été blessées, lors du deuxième trimestre 2019, dans des accidents de la circulation survenus en zones urbaines. Les services de la sécurité routière ont recensé, lors de la même période

11 940 délits routiers, 3 400 contraventions, 4 544 véhicules mis en fourrière, outre 128 458 amendes forfaitaires et 34 321 retraits immédiats de permis de conduire, a précisé le bilan. La DGSN poursuit ses actions de sensibilisation en matière de prévention et de sécurité routières, à travers 210 591 actions organisées au profit des usagers de la route durant le deuxième trimestre de l'année en cours, en sus de 885 cours théoriques et pratiques dispensés au niveau des établissements éducatifs et des circuits de l'éducation routière. A cette occasion, la DGSN appelle les usagers de la voie publique à faire preuve de vigilance et à respecter le code de la route, notamment durant la saison estivale marquée par une dynamique particulière

M. B.

Vol de câbles électriques à Oran

12 individus arrêtés et 47 quintaux de câbles récupérés

LES ÉLÉMENTS de la Gendarmerie nationale de Boufatis (Oran) ont mis hors état de nuire une bande de 10 individus, spécialisés dans le vol de câbles électriques et récupéré 47,09 quintaux de cette matière, a-t-on appris, hier, de ce corps de sécurité. Ces malfaiteurs ont été arrêtés suite à l'enquête diligentée depuis le 12 juin dernier dans le cadre d'une affaire de vol de câbles électriques en aluminium de haute tension. Cette opération a également permis la saisie de deux camions, d'un véhicule utilitaire et d'équipements utilisés dans ces actes réprimés par la loi. Une quantité de 47,09 qx de câbles électriques volés a été récupérée, a-t-on ajouté. Les éléments de la brigade territoriale de la Gendarmerie nationale de Boufatis poursuivent toujours leurs investigations. Les dix prévenus seront présentés devant la justice, a-t-on indiqué.

L. O.